Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 3)

Karin Renon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/716>

DOI : 10.4000/conflits.716

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 1998

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Karin Renon, « Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 3) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 29-30 | automne-hiver 1998, mis en ligne le 16 mars 2006, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/716> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.716>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Sortir de la violence en Irlande du Nord ? (Partie 3)

Karin Renon

- 1 La question de l'émergence d'une nouvelle culture politique en Irlande du Nord
- 2 Peut-on apercevoir aujourd'hui des éléments d'une évolution vers une ouverture ou une démocratisation de la culture politique en Irlande du Nord ? Même si l'on ne peut pas réellement parler de transformation, de nouvelles idées et représentations se sont esquissées dans la perception des problèmes.
- 3 La première évolution vers une ouverture de l'espace public s'est faite dans les années soixante, avec l'apparition de nombreuses associations au sein de la minorité catholique, puis du mouvement des droits civiques. Les revendications étaient formulées sans aucun rapport avec le partage de l'Irlande, les demandes d'égalité civique, de légitimité sociale et de justice étaient en effet dissociées des questions de la partition et de la réunification pour la première fois dans l'histoire de l'Irlande du Nord. Ce fut également le cas des tentatives du gouvernement de l'époque Terence O'Neill pour introduire les problèmes économiques dans le débat et mener une campagne électorale sur d'autres thèmes que le Orange and green issue. Toutefois, l'influence croissante des loyalistes au sein des unionistes, l'entrée en scène de l'IRA comme un acteur majeur du conflit, l'étendue des violences, entraînèrent une tendance au repli de l'espace public.
- 4 Une amorce d'ouverture d'un espace public procède des différentes tentatives de négociations politiques des deux dernières décennies, dont nous avons parlé plus haut globalement comme d'un échec à la fois pratique et politique. Il faut toutefois nuancer ce constat d'échec dans la perspective qui nous intéresse ici. En effet, les propositions et les idées mobilisées dans le contexte des négociations ont permis, dans une certaine mesure, le développement d'un espace de débat. Le fait que la recherche de solutions au conflit ait été régie par l'objectif de ne pas en imposer une à l'Ulster a fortement contribué à cette ouverture, en laissant aux partis nord-irlandais la tâche d'élaborer eux-mêmes une voie viable et une forme de gouvernement adaptée. Cette pratique des négociations a favorisé le développement d'une culture politique plus démocratique

dans la province. Si l'on peut parler d'un vacuum politique sur le plan des institutions dans le pays, on ne peut guère parler d'un vacuum politique en général.

- 5 Mais, il faut tout de suite ajouter que l'apparition d'un espace public et la mobilisation d'idées ont essentiellement eu lieu autour de la question nationale. Ceci est un pas très important pour la modification de la culture politique, car la question nationale est ainsi devenue une question légitime pouvant être soumise à discussion : c'est donc la représentation politique de la problématique nationale qui s'est transformée. Avec les discussions politiques, s'est peu à peu développée, une argumentation autour de la question nationale, qui la nuance et rompt la dichotomie loyauté/déloyauté dans laquelle elle s'était enfermée. Réintroduite dans les discussions politiques en tant que " dimension irlandaise " (Irish dimension) du conflit, elle s'est ainsi ouverte à de nouvelles interprétations. La République d'Irlande, par exemple, a évolué de son attitude possessive des premières années, où elle considérait l'Irlande du Nord comme un objet " that could easily be deplaced and taken ", vers une conception de l'unification irlandaise réalisable seulement grâce à un consentement mutuel. L'IRA a évolué d'une vision de l'unité nationale irlandaise comme unitaire à une conception fédérale d'une Irlande unifiée ; la Grande-Bretagne, qui avait pendant longtemps insisté sur le fait que le conflit en Ulster était un problème britannique strictement interne, souligne aujourd'hui que chercher une solution au conflit relève d'une responsabilité commune et partagée entre le Royaume-Uni et la République d'Irlande. Ce ne sont que quelques unes des dimensions de ce nouveau débat, mais qui indiquent clairement un changement de vision, devenue plus ouverte et plus consensuelle, chez la plupart des acteurs. Ce qui, à la longue, pourrait conduire à une thématique " post-nationaliste " et rejoindre les discussions sur le " multiculturalisme ".
- 6 Il faut ajouter que la représentation politique s'est modifiée sous encore un autre aspect par la volonté d'inclure tous les acteurs dans le processus de paix. Jusque-là, l'attitude prédominante avait en effet été la mise à l'écart de tout acteur qui avait recours à la violence. Les gouvernements britannique et irlandais, en passant d'un discours d'exclusion à un discours d'inclusion, sont passés d'une logique de marginalisation politique à une forme de reconnaissance par laquelle l'acteur est investi d'un droit légitime d'exprimer ses objectifs.
- 7 Enfin, une autre expérience importante encore, qui renvoie à la question de l'émergence d'une nouvelle culture politique, est l'affrontement en Ulster sur le principe démocratique de majorité. Le gouvernement britannique avait délimité le cadre des discussions en proposant le modèle politique de partage du pouvoir. Si ce modèle a recueilli l'approbation la plus large, il s'est aussi heurté à une opposition farouche des loyalistes. L'idée de ce modèle est qu'à la minorité catholique revient un droit de gestion politique des affaires nord-irlandaises, inscrit dans la Constitution. Un tel droit pourrait, par exemple, être garanti par sa présence constitutionnellement légale dans le cabinet du Stormont. Parmi les unionistes, les loyalistes rejettent résolument ce principe. Ils lui opposent le droit de la majorité comme le seul principe politique légitime et démocratique. A partir de là, ils insistent sur le fait qu'en tant que majorité en Ulster, les protestants unionistes n'ont en aucun cas à partager le pouvoir avec la minorité. En conséquence, ils demandent le rétablissement d'un gouvernement régional semblable à l'ancien Stormont, et s'opposent à la remise en cause du principe de majorité. En revanche, l'accord sur le principe d'un droit de minorité est partagé par le Social Democratic and Labour Party (SDLP), qui le revendique lui-même, et est

également rejoint en cela par une partie de la population protestante unioniste, comme l'ont montré les discussions, à différentes époques, menées dans les " Northern Ireland Assemblies ".

- 8 En résumé, on peut dire que ces diverses expériences et discussions politiques ont rendu visible la complexité de la situation au Nord, qui avait à peine fait l'objet de discussions auparavant, et ont donné la parole à différents points de vue. Ce qui correspond à la définition même de la formation d'un espace public.
- 9 Transformation d'une société
- 10 Il est probablement juste d'affirmer qu'au cours du dernier quart de ce siècle, les oppositions entre les deux communautés se sont accentuées, essentiellement du fait de la violence et de la peur qui l'accompagne. La violence a aussi renouvelé l'appel à des identités nationales. En effet, l'interprétation dominante selon laquelle il s'agit d'un conflit axé sur la " question nationale " non seulement est insuffisante et réductrice, mais contribue à renforcer l'impasse dans laquelle s'est enfoncée la province ces dernières décennies. La situation conflictuelle et la violence en Irlande du Nord doivent plutôt être reliées à une autre dimension, à savoir la difficile et lente transformation de la société nord-irlandaise. L'Ulster au début des années soixante a été marqué par une importante tentative de modernisation économique, sociale et culturelle, à la source même des conflits en Irlande du Nord. Il s'agirait donc davantage d'un conflit social ou sociétal que d'une lutte de libération nationale, en dépit des apparences contraires. Le projet gouvernemental de modernisation est devenu un enjeu conflictuel capital, car sa portée centrale a précisément été de remettre en cause, ou, comme le dirait Jürgen Habermas, de " problématiser " l'importance accordée à la question nationale.
- 11 Nous nous proposons ici de montrer le déclenchement de ce processus de modernisation en Irlande du Nord, comme volonté politique de l'Etat, et ses retombées pour la société en tant qu'enjeux conflictuels entre les acteurs.
- 12 La structure de " classes nationales " de l'Irlande du Nord
- 13 Comme nous avons pu le voir, on retrouve après 1920 les mêmes adversaires historiques qu'auparavant, mais dans la seule Irlande du Nord. Au sud, s'il est vrai que le problème national a encore un temps exercé une influence sur la vie politique, son importance s'est amenuisée. En Irlande du Nord par contre, les dissensions historiques se maintinrent, façonnant en profondeur la vie politique et sociale pendant près d'un demi-siècle. Ces dissensions se focalisèrent sur le problème de la " frontière ". La partition de l'île incarna d'emblée l'enjeu central pour la société nord-irlandaise, et dessina les lignes de division internes à la société, constituant des classes " nationales ".
- 14 Au centre de cette division se trouvait l'Etat. Le statut de semi-autonomie de la province avait en effet permis à la classe dominante et dirigeante locale, les unionistes, de s'installer, notamment grâce à ses liens étroits avec l'Etat. Cette classe nationale s'investissait dans la défense de l'Etat et de l'union avec la Grande-Bretagne. L'Etat garantissait en effet sa suprématie et son pouvoir dominant, institutionnalisait le caractère de supériorité grâce au contrôle que la majorité protestante unioniste réussissait à exercer sur l'Etat, ce qui lui procurait des avantages, par exemple l'embauche préférentielle. Cependant, la domination s'imposait plus encore par un discours qui faisait des valeurs unionistes et protestantes les seules légitimes, tandis que celles de la classe nationale dominée, composée de la population catholique, n'étaient pas reconnues. L'Etat occupait donc une place en fin de compte sociale et pas

seulement politique, assurant le statut dominant de la classe protestante unioniste, et interdisant la reconnaissance politique, sociale et culturelle de la classe dominée nationaliste catholique. C'est pourquoi la " question nationale " était assimilée par chaque classe à la garantie ou à la négation de son existence et de son intégrité.

- 15 Ce sont les deux classes nationales qui ont imprimé leur marque à la vie sociale et politique nord-irlandaise. Leur antagonisme n'était pas de nature socio-économique¹, comme c'est le cas dans les pays occidentaux, même si l'Irlande du Nord fait partie des sociétés industrielles avancées. C'est précisément ce caractère de division de classes singulier qu'elle a conservé tout au long du siècle. Et on peut parler d'immobilisme sur le plan social, comme nous l'avons pu faire sur le plan politique. La ségrégation par l'espace résidentiel, éducatif, religieux, professionnel et associatif était un trait descriptif important de cette structuration sociale nord-irlandaise. Et l'on peut dire que la société nord-irlandaise était en partie construite en double, avec la coexistence de deux communautés caractérisées par leur identité culturelle et nationale, et n'interagissant entre elles que de façon limitée. Les appartenances unionistes et protestantes d'un côté, nationalistes et catholiques de l'autre, étaient reliées aux qualifications de " loyal " et de " déloyal " par rapport à l'Etat, ce qui devint la justification fondamentale de l'opposition entre les " classes nationales ".
- 16 L'époque de Terence O'Neill
- 17 Si nous insistons tant sur cette configuration spécifique que la division entre les acteurs nationaux a prise et conservée en Irlande du Nord, c'est pour bien rendre compte des effets de la modernisation entamée sous le gouvernement O'Neill. Les efforts de ce dernier peuvent paraître limités, et ses aspirations modérées, voire classiques dans le contexte occidental ; ils prennent leur signification à partir de l'antagonisme national de la société nord-irlandaise.
- 18 L'immobilisme politique et social en Irlande du Nord s'était maintenu une cinquantaine d'années avant d'être rompu. Ne pouvant pas entrer ici dans le détail de ce processus, et expliciter ses signes avant-coureurs apparus depuis la fin des années cinquante, nous allons nous centrer sur les années du ministère de Terence O'Neill, dont le projet modernisateur a marqué l'époque d'une manière capitale. Le nouveau dynamisme qui se fit alors jour en Ulster est constaté par la plupart des observateurs. On peut en effet dire que le phénomène de la modernisation en Irlande du Nord correspond à l'époque d'O'Neill (1958-1969), d'abord ministre des Finances, puis à partir de 1963, Premier ministre de l'Irlande du Nord².
- 19 A cette époque, la dimension socio-économique est apparue comme capitale et a gagné une importance égale à la dimension nationale dans la politique officielle. La tentative de modernisation de l'Ulster devint un projet de l'Etat et fut porté par le gouvernement O'Neill. La modernisation ne se limita pas seulement à encourager la croissance économique mais chercha aussi à s'appliquer à la société nord-irlandaise dans son ensemble. Avant tout, il s'agissait de repousser la question nationale hors du centre des préoccupations de la société. O'Neill soutenait que l'Ulster devait accepter la modernisation et se détourner de la parish pump, puisqu'aucun consensus n'était possible sur la " question nationale ". En revanche, la population devait travailler ensemble afin d'augmenter le niveau de vie. La modernisation fut pour ainsi dire opposée à la question nationale. Toutefois, on ne peut parler que d'une tentative et non d'une modernisation réussie, qui aurait achevé de renverser les échelles de valeurs et la hiérarchisation des critères d'action. Le projet modernisateur a pu inhiber la pleine

capacité mobilisatrice de la question nationale, sans cependant pouvoir l'annuler. La modernisation s'exprima par un renouveau du langage. O'Neill, en cherchant à conférer une vie autonome aux différentes dimensions de la société et à miner la prédominance de la question nationale, espérait ouvrir de nouvelles voies. Ce changement culturel était un enjeu central, porteur à terme d'une restructuration sociale et d'une transformation des rapports sociaux. Et effectivement, la modernisation a conduit à un éclatement de la structure en classes nationales de l'Ulster.

20 Le projet modernisateur de l'Etat

21 La société nord-irlandaise tout entière était appelée à s'unir sous le signe du développement. Celui-ci était certes économique, mais pour l'assurer il fallait aussi préparer des infrastructures d'une autre nature. En effet, le contenu économique et le contenu social et culturel étaient pensés comme étroitement imbriqués. Et le renouvellement social et culturel était considéré comme d'autant plus nécessaire que certains retards dans ces domaines risquaient d'entraver le développement économique.

22 Orientation économique

23 L'objectif de développement économique acquit un nouveau statut dans le cadre de la politique o'neillienne. Pour la première fois, les sombres prévisions économiques furent assimilées à une " crise ", et on considéra que l'avenir du pays dépendait de la solution apportée à ces difficultés, qu'il fallait discuter et traiter en des termes économiques et non sous l'angle de la " question nationale ".

24 Le projet du gouvernement avait pour objectif de surmonter les handicaps d'une économie structurellement précaire, qui souffrait d'un chômage chronique élevé et d'un faible niveau de productivité, et de mettre en place une économie moderne. La planification o'neillienne consistait en la volonté d'associer impulsion étatique et capitaux privés, l'Etat modernisateur, sans se substituer aux entreprises, avait pour mission de mettre en place une infrastructure efficace. Pour ce faire O'Neill adopta de nouvelles pratiques. Il s'appuya notamment sur des études d'experts, toutes réalisées et publiées en quelques années seulement. La création de zones prioritaires de développement comptait parmi les mesures de grande envergure. Ainsi, la ville nouvelle Craigavon, créée à partir de deux villes anciennes, Lurgan et Portadown, devint un symbole du nouvel Ulster. Un autre pôle de croissance réunissait les villes d'Antrim et de Ballymena. En 1965, fut créé l'important Ministère du Développement qui occupa une position clé dans l'ensemble du projet et contribua beaucoup au nouveau dynamisme³. L'implantation d'une deuxième université en Ulster à Coleraine, la rénovation des infrastructures urbaines, l'amélioration du système des transports, ainsi que la mise sur pied de programmes de formation industrielle et de formation à la gestion (management training), tous lancés par la politique gouvernementale témoignèrent de l'importance désormais accordée aux questions du développement du pays.

25 Orientation sociale

26 En ce qui concerne l'orientation sociale et culturelle, le projet de modernisation professa une idéologie intégratrice. Croissance et modernisation économiques représentaient un projet à accomplir par la population toute entière et en commun, en mettant en veilleuse convictions et divergences politiques, religieuses et sociales.

Chacun était invité à participer et à construire l'avenir, notamment la population catholique-nationaliste. La portée d'un tel appel doit être appréciée par rapport à son contexte historique : du bien-être matériel qui résulterait du progrès économique, on escomptait qu'il permettrait de surmonter les divisions communautaires. C'était donc un discours intégrateur, et l'argument de la taille réduite de l'Ulster était utilisé pour le soutenir. L'effort devait porter sur la construction commune de l'avenir, et c'est seulement sur le fond d'une analyse de l'époque précédente qu'il est possible de comprendre en quoi la modernisation a émergé comme une nouvelle orientation sociale et culturelle.

- 27 Les implications de la modernisation
- 28 Il devint manifeste que le projet modernisateur de l'Etat avait des implications d'une portée considérable puisqu'il proposait, ou tout du moins, amorçait des redéfinitions de la réalité politique et sociale nord-irlandaise. Trois de ces redéfinitions paraissent particulièrement significatives.
- 29 Le maintien de l'union entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne demeura un objet non négociable, mais changea profondément de sens. Dorénavant, il ne suffisait plus que l'Ulster soit rattachée à la Grande-Bretagne, il fallait devenir un membre actif et dynamique du Royaume-Uni. L'unionisme moderne cherchait à se défaire de son esprit défensif et immobiliste et à ne plus être prioritairement un instrument tourné contre le nationalisme irlandais. Au-delà de sa réalité politique et constitutionnelle, l'union se trouvait désormais investie d'un contenu nouveau, la croissance économique et aussi une ouverture culturelle et intellectuelle sur le monde, où le maintien de l'union devenait le seul cadre politique dans lequel le projet modernisateur avait une quelconque chance de réussir. " This is not just a question of nationalism " ⁴, disait O'Neill. Le manifeste électoral du Parti unioniste pour les élections de 1965 au Stormont illustre parfaitement ce déplacement de sens essentiel. Pour la première fois, le parti chercha à adopter un nouveau langage, à quitter le traditionnel débat politique réducteur focalisé exclusivement sur la " question nationale ", et à aborder des problèmes économiques et sociaux liés au développement du pays.
- 30 Ces déplacements de sens impliquaient pour l'unionisme le devoir de se forger une nouvelle identité tournée vers l'avenir. Pour l'unionisme protestant, le projet modernisateur de l'Etat signifiait en somme un défi lancé à son ancienne identité, mise en péril non par les nationalistes, mais par la redéfinition qui émanait de leur propre part.
- 31 Depuis 1920, les rapports Nord-Sud avaient été marqués par l'hostilité, aiguë par moments, un ton polémique et inconciliable était de rigueur, et l'absence d'organismes officiels aux niveaux intermédiaires conduisait à l'inexistence de relations entre les deux pays. Ce que l'on pourrait appeler la " politique extérieure " de l'Irlande du Nord, c'est-à-dire sa relation avec la République d'Irlande, faisait également partie du projet modernisateur de l'Etat. L'objectif sous O'Neill était de faire un partenaire économique du pays qui avait jusque-là été un adversaire politique.
- 32 Sur ce fond, l'initiative prise par Terence O'Neill d'inviter Sean Lemass, le Premier Ministre de la République, apparut comme audacieuse. En effet, la première entrevue qui eut lieu en janvier 1965 à Belfast, au Stormont, avait été arrangée secrètement et ne fut annoncée publiquement qu'au dernier moment. Ce fait même traduisait qu'il s'agissait là d'un événement exceptionnel, délicat à mettre en œuvre, et difficile à faire accepter. Pour la première fois depuis 1920, une communication avait été tentée à haut

niveau politique entre les deux parties de l'île⁵. Or, les objections faites à ce genre de contacts étaient si fortes dans certains milieux unionistes, qu'il fallut les interrompre. En dépit du caractère apparemment sobre et bien délimité des thèmes qui étaient traités lors des discussions, ces rencontres n'échappèrent pas à des connotations politiques autres⁶.

- 33 Parmi ses implications de grande portée, la modernisation proposait également une autre représentation de la population catholique. L'image de déloyauté intrinsèque à la minorité était remise en question. Son étiquetage en tant que collectivité déloyale envers l'Etat nord-irlandais, et qu'il fallait par conséquent tenir à l'écart, avait jusque là fourni une formule éprouvée aux unionistes-protestants qui légitimaient ainsi leur suprématie politique, sociale et culturelle. Le discours de la modernisation cherchait en revanche à parler un autre langage et à reconnaître l'existence de deux traditions culturelles et politiques en Ulster. Des gestes symboliques du Premier Ministre O'Neill, comme la visite d'une école catholique, ou sa photo serrant la main à la mère supérieure d'un monastère, allaient dans le même sens.
- 34 En effet, le projet modernisateur de l'Etat considérait la participation de la minorité catholique-nationaliste comme indispensable à la réussite du développement économique et social du pays. Ceci indiquait un changement de vision fondamental, tout du moins au niveau du langage officiel gouvernemental. La population catholique-nationaliste était reconnue comme faisant pleinement partie de la vie de la société nord-irlandaise et sa marginalisation officielle était rompue par cette invitation à la participation qui lui était adressée. Le développement de l'Ulster se présentait comme l'objet d'une coopération possible. Plus encore, du fait que sa participation était considérée comme un facteur indispensable du développement, la minorité catholique-nationaliste était censée occuper une position centrale dans la société. Elle s'avancait ainsi au rang d'égaux aux côtés des protestants-unionistes, et se débarrassait de son statut d'"out-group", qu'elle avait eu aussi longtemps que la "frontière" était restée le thème principal. En somme, l'équation fondamentale qui structurait la société nord-irlandaise était menacée d'éclatement par la mise en pratique du projet modernisateur.
- 35 La modernisation devient un enjeu conflictuel pour les acteurs
- 36 Le projet o'neillien de modernisation a seulement pu initier un processus qui n'a pas trouvé d'expression achevée sur les plans économique, social, politique et culturel dans la réalité nord-irlandaise. Dans le domaine économique, il connut une amorce de traduction limitée, mais tout de même palpable. Et en matière sociale et culturelle, il a su ouvrir une brèche et remettre en question la façon d'être et de penser de la société ulstérienne. Le projet de modernisation du gouvernement n'avait donc qu'amorcé sa concrétisation dans les années soixante, ce qui ne l'empêcha pas de jouer à plein sur le plan symbolique par les implications qu'il véhiculait et annonçait. De fait, la modernisation de l'Ulster était devenue un enjeu majeur et conflictuel pour les acteurs. Et nous pouvons dire que le conflit en Irlande du Nord a son fondement et son point de départ dans le début de la modernisation de la province.
- 37 En dépit du fait qu'elle a été pensée en des termes non-conflictuels, la modernisation o'neillienne ne pouvait guère échapper à ses effets diviseurs, puisqu'elle s'était attelée à redéfinir la place de la problématique nationale dans la vie de la société ulstérienne en introduisant une perspective socio-économique. En effet, elle n'avait pas la même signification pour les populations catholiques et protestantes. Pour la classe nationale

dominée, la modernisation constituait plutôt une promesse. Pour une partie de la classe nationale dominante et dirigeante par contre, elle était ressentie comme une menace.

- 38 Promesse de reconnaissance et de légitimité sociale pour la minorité catholique
- 39 L'acte modernisateur offrait à la minorité catholique la promesse d'une place centrale dans la société nord-irlandaise. Le nouveau langage ne stigmatisait plus la minorité comme " déloyale " mais affirmait au contraire la reconnaître dans son identité culturelle et politique. La modernisation était reçue comme une promesse parce qu'elle s'accordait avec un changement d'attitude de la part de la population catholique elle-même, plus conciliante et moins hostile à l'existence d'une Ulster politiquement liée à la Grande-Bretagne, ce dont témoignaient par exemple des enquêtes d'opinion. Le projet modernisateur renforça beaucoup cette attitude. Ce changement d'orientation s'exprima plus particulièrement par la profusion d'associations qui, dès 1964, commencèrent à créer un espace public, ainsi que par le mouvement des droits civiques de 1968. A vrai dire, ces demandes ne faisaient que réclamer l'octroi de ce qui avait été promis par le discours modernisateur. Nous savons déjà, que toutes ces demandes, étaient dissociées du problème de l'unité irlandaise. Cette dissociation était en elle-même un facteur important de modernisation en Ulster. L'aspect central des revendications résidait moins dans leur contenu que dans la demande de reconnaissance d'une légitimité sociale et culturelle. Le principal parti politique catholique, le SDLP prolongea la même demande intégratrice, en revendiquant participation et partage du pouvoir en Ulster.
- 40 La conflictualisation autour du projet de modernisation se fit principalement pour deux raisons. La première était que le programme de développement contenait en germe une exclusion renouvelée de la population catholique. Le plan Wilson notamment concentrait fortement les lieux de l'expansion économique à l'est dans les comtés majoritairement protestants tandis que les principaux comtés catholiques situés à l'ouest, comme Londonderry, n'étaient que peu pris en compte. De surcroît, le gouvernement avait préconisé des réformes électorales qui n'eurent pas lieu. On pourrait prolonger la liste des choses qui montrent les écarts par rapport à la promesse modernisatrice.
- 41 La deuxième cause de la conflictualisation de la situation était l'opposition loyaliste à la reconnaissance de l'égalité de la population catholique. Les loyalistes tentèrent d'assimiler les activités des droits civiques à une subversion républicaine, bref, à des actes de " déloyauté ". Nous avons rencontré des exemples de ce refus tout au long de ce texte. Le refus de la reconnaissance fut un facteur déterminant dans la production des violences, qui contribua beaucoup au repli sur l'IRA de la population catholique dans les quartiers populaires.
- 42 Conflit sur l'hégémonie culturelle au sein des protestants unionistes
- 43 Du côté de la classe nationale dominante et dirigeante, une partie de la population, notamment celle des quartiers populaires, se sentait menacée par les transformations initiées par le projet o'neillien. Celles-ci lui faisaient craindre la perte de ses anciennes prérogatives qui la faisaient appartenir à un groupe dominant. Cette appartenance ne lui était assurée que dans une société qui continuait à se focaliser sur la " question nationale ". La perspective de changement de priorités et d'orientations l'inquiétait donc fortement et renforça son attitude défensive.

- 44 Ceci mena à une conflictualisation du côté unioniste-protestant. Le projet modernisateur introduisit en effet un clivage dans la classe nationale dominante et déclencha ainsi un grave conflit en son sein. A un appel à la modernisation s'opposait un appel au maintien du statu quo. Le conflit était donc une lutte pour l'hégémonie culturelle, qui traduit l'opposition sur des modèles culturels, pour utiliser le terme d'Alain Touraine. Ce conflit interne aux protestants unionistes a toujours été un élément important du conflit nord-irlandais. Il a commencé très tôt et s'est manifesté avant même la réapparition de l'IRA. C'est pourquoi, le loyalisme ne peut pas être considéré comme une réaction (backlash) aux activités du mouvement républicain. L'intensification continue de ce conflit interne à la population protestante-unioniste compte parmi les aspects les plus décisifs du conflit nord-irlandais. Ceci est occulté complètement, lorsque l'attention se porte avant tout sur l'IRA.
- 45 Les événements depuis 1964 témoignent de l'émergence, puis de la constante progression de la tendance loyaliste dans la population protestante-unioniste. En septembre 1964, lorsque dans l'incident de Divis Street, Ian Paisley accusa la " nouvelle tolérance " du gouvernement O'Neill, il était encore presque inconnu. Le langage fort et violent de cet homme haut en couleurs a rapidement été repris par d'autres tels que William Craig et Harry West. Avec les années, l'impact croissant des loyalistes se fit sentir sur divers plans : le support électoral, le renforcement et l'unification de leurs organisations, telles que le DUP, Vanguard, l'UWC, l'UDA. Leur contrôle sur le parti unioniste s'accrut et West prit la tête du parti après 1974. L'orientation loyaliste bénéficia d'un soutien populaire croissant, ce qui s'est vu clairement dans le succès des rassemblements de masse et des grèves générales, ainsi que dans les activités paramilitaires. Sous la pression loyaliste, O'Neill a dû démissionner après avoir fait passer une réforme électorale égalitaire, Chichester-Clark est tombé sur la réforme de la police, et Faulkner a dû accepter l'internement avant de tomber sur la question du gouvernement de partage du pouvoir. Le déchirement et les luttes au sein de la classe dominante et dirigeante ne portent pas sur des divergences internes au parti ou entre des hommes, mais expriment une résistance acharnée à tout changement des termes du débat et du modèle culturel. Le clivage au sein de la classe dominante est un élément central à prendre en compte dans l'analyse des conditions de sortie de la violence.
- 46 Conclusion
- 47 En août 1994, le cessez-le-feu a entraîné une vague d'enthousiasme, particulièrement montée en épingle par les médias qui annonçaient la perspective d'une fin imminente du conflit, alors que l'attitude des Irlandais du Nord était bien plus réservée. La suite des événements a montré le bien-fondé de ce scepticisme. En fait, il est à peine exagéré de dire que très vite, le processus de paix s'est trouvé dans une impasse, le Sinn Féin en tant qu'acteur politique étant à nouveau exclu des négociations. Comment pouvait-on sans le Sinn Féin commencer un dialogue dans lequel, comme l'a exprimé Bill Clinton à Belfast en 1995, " tous les points de vue seraient représentés et tous les points de vue pourraient être soutenus " ? Sans la participation du Sinn Féin, les négociations pour la paix et pour l'avenir de l'Ulster ressemblent fort aux tentatives politiques précédentes, et on ne sait trop pourquoi elles iraient plus loin que celles du passé.
- 48 Il ne semble en effet pas favorable, si l'on souhaite rompre avec le cours des violences, de ne pas inviter le Sinn Féin à la table des négociations. Tout en maintenant l'exigence d'un nouveau cessez-le-feu, il ne faudrait cependant pas en faire une condition sine qua non. De plus, on peut se poser la question de savoir si l'arrêt des violences est vraiment

un préalable nécessaire à la résolution des conflits. L'idée, selon laquelle, sans cessez-le-feu, la paix ne peut avoir lieu provient de la transposition de l'image de la guerre sur le terrain de la vie sociale, et donc d'une conception militaire appliquée à des rapports politiques et sociaux. Ce dont le terme de cessez-le-feu lui-même témoigne, et il convient de remettre cette idée en question. En fait, poursuivre une politique d'exclusion à l'égard du Sinn Féin en lui fermant toute perspective d'avenir politique, comporte le risque de son repli sur la seule violence. Surtout parce que le Sinn Féin, plus que l'IRA, a montré un intérêt croissant pour l'utilisation des institutions politiques pour faire valoir son influence. Cela signifie en effet l'entrée d'un acteur violent dans l'espace public, ou tout du moins le désir de faire ainsi. A vrai dire, la mise en pratique dans les faits du principe d'inclusion politique appliqué aux acteurs de violences est probablement la seule issue dans le cas nord-irlandais pour aboutir à des négociations qui aient une portée effective, vu le statut de la violence dans ce pays.

- 49 Reconnaître un acteur ne signifie pas qu'on en accepte les buts ou les moyens d'action. On peut plutôt dire que la reconnaissance d'un acteur est une façon d'entrer dans un certain type de relation avec lui, et indique ainsi un mode de coordination des actions dans une société, pour employer ici un terme de Jürgen Habermas. La reconnaissance, comme aussi par exemple l'ignorance ou la répression, qui peuvent être pensées comme diverses façons de coordonner les actions, sont étroitement liées à une culture politique et sont des manières de gérer les conflits, polarisations et antagonismes dans un pays.
- 50 La reconnaissance du Sinn Féin dans son statut d'acteur ne signifierait pas non plus l'acceptation d'une interprétation du conflit en tant que lutte de libération nationale. La réduction du conflit nord-irlandais à une telle interprétation ne paraît pas recevable, mais au contraire dangereuse. La visibilité de l'IRA, en particulier puisqu'elle est renforcée par les médias et par la militarisation de la situation conflictuelle, incite à occulter d'autres significations du conflit. Nous avons dans notre analyse cherché à ouvrir encore une autre perspective et tenté de montrer qu'une des causes du conflit nord-irlandais réside justement dans la problématisation de la question nationale, qui a été suscitée par la politique de modernisation menée dans les années soixante par le gouvernement O'Neill. Dans cette perspective, la lutte pour la libération nationale doit être comprise comme placée dans un rapport de tension avec le processus de transformation de la société nord-irlandaise. Ce dernier a notamment conduit en Ulster à un champ d'action qui est doublement fragmenté, entre les anciennes classes nationales et à l'intérieur de chacune d'elles, ce qui a amené le problème non résolu aujourd'hui de la reconstruction d'une représentation générale de la vie sociale pour fonder une politique.
- 51 Les enjeux qui sous-tendent le conflit nord-irlandais, du côté catholique ainsi que du côté protestant, ne peuvent pas trouver de solution sur un plan purement politique. Du côté de l'acteur catholique, les effets de la modernisation ne peuvent être effacés. Celui-ci s'investit aujourd'hui moins de contester l'existence de l'Ulster que de souhaiter intégration sociale et économique et participation politique. Du côté de l'acteur protestant-unioniste, c'est sa division interne qui est le facteur le plus important de la situation conflictuelle. Surtout le fait que les loyalistes sont devenus prééminents au détriment des protestants-unionistes modernistes auxquels ils ont ôté presque toute influence politique. C'est l'acteur loyaliste qui selon nous constitue le problème le plus urgent. Son refus catégorique maintenu jusqu'à présent doit être considéré comme le

problème le plus délicat et le plus central de l'actuel processus de paix. Il s'agit d'un acteur qui se sent menacé par la modernisation dans son statut de groupe dominant et qui réagit de façon défensive pour tenter de retourner au statu quo ante. Il est important de considérer les loyalistes, peut-être plus encore que l'IRA, comme le problème principal du conflit nord-irlandais.

52 Dès lors, nous postulons que ce sont ces enjeux, dans leur ampleur, qui sont à la base des conflits en Irlande du Nord. Il est donc dangereux de réduire le processus de paix à la seule question nationale, et il faut au contraire établir un lien explicite entre le processus de paix entamé aujourd'hui et la transformation sociale pour sortir plus durablement de la violence.

53 *Karin Renon est ingénieur d'études au CNRS

54 Revenir à la partie précédente

55 Revenir à la première partie

NOTES

1. En effet, les " classes nationales " ne sont pas définies par une unité des caractéristiques économiques et sociales. Elles ne se divisent pas selon des critères tels que le revenu et la profession. Même si les statistiques indiquent une plus forte concentration de la population catholique au bas de l'échelle sociale et des protestants en haut, la population des deux communautés se répartit de façon relativement symétrique entre les différentes catégories socioprofessionnelles (CSP). On ne peut en aucun cas identifier les catholiques à une population ouvrière, membre des CSP inférieures, ou d'exclus, pas plus qu'on ne peut assimiler les protestants à une classe supérieure en termes socio-économiques et professionnels. En chiffres absolus, la classe ouvrière est majoritairement protestante.

2. En avril 1963, Terence O'Neill succéda à Lord Brookeborough. Contrairement à son prédécesseur, c'était un homme ouvert sur l'étranger, et les questions internationales et financières lui étaient très familières. Il avait par exemple été membre du Fonds monétaire international (FMI). La présence diffuse de critiques tant sur le plan culturel qu'économique au début des années soixante a certainement préparé le terrain pour permettre l'accession au pouvoir d'un homme comme O'Neill. Alors que la politique des administrations de Craigavon et de Brookeborough était tournée vers le passé et dominée par l'héritage des luttes autour de la question nationale, O'Neill par contre, sans se démarquer de certaines lignes, s'affranchit des aspects les plus sclérosants de cette politique. Tous les observateurs s'accordent à constater un nouveau dynamisme sous O'Neill, bien qu'il restât conservateur.

3. A la tête du Ministère du Développement fut nommé Brian Faulkner, qui plus tard succéda à Terence O'Neill comme Premier ministre.

4. Terence O'Neill, *Ulster at the Crossroads*, Londres, Faber and Faber, 1969, p. 49.

5. Le communiqué publié au terme de la rencontre, le 14 janvier 1965, soulignait que le motif de cette entrevue avait été de discuter des possibilités d'une coopération

technique, commerciale et administrative régulière et institutionnalisée entre les deux pays, et que ses objectifs n'avaient pas été politiques.

6. Ce n'est que deux ans plus tard, en 1967, qu'un nouvel échange de vues fut tenté entre les premiers ministres O'Neill et Jack Lynch, successeur de Lemass.

INDEX

Index géographique : Irlande du Nord

Mots-clés : gestion de conflits, sortie de conflits

Index chronologique : 1990 - 2000

Thèmes : Sinn Féin